

# EN BIRMANIE, LA FORCE GOUVERNE PAR LA PEUR, NON PAR LE CONSENTEMENT.

## POINT DE VUE DE FONDEMOS:



Un partisan de la Ligue nationale pour la démocratie fait le salut à trois doigts lors d'une manifestation anti-coup d'État à Rangoun, en Birmanie, le 8 février 2021.

**Le pouvoir autoritaire peut s'emparer d'un territoire ; il ne peut pas fabriquer de légitimité.**

**Quatre ans après le coup d'État militaire au Myanmar, la junte continue de parier que l'occupation et la peur suffiront. Ils ne le feront pas.**

**Le véritable avenir se construit dans des endroits où l'emprise de la junte s'est affaiblie, où ses ordres vont moins loin que sa violence,** et où les citoyens rassemblent des services, des règles et une responsabilité que les complexes des généraux ne pourront jamais fournir.

C'est pourquoi les appels à amener la junte dans un soi-disant « *dialogue inclusif* » déforment la réalité : **ils sont les auteurs de la crise, et non des partenaires crédibles pour la résoudre.**

La vraie question n'est pas de savoir qui est invité aux pourparlers de paix à l'étranger, mais qui est capable de gagner la confiance des communautés au Myanmar.

La force peut faire taire les gens ; Il ne peut pas faire fonctionner les écoles, les tribunaux ou la vie quotidienne sans leur adhésion.

Une diplomatie régionale qui traite la junte

**comme un moindre mal risque de légitimer sa violence** et de mettre à l'écart ceux qui ont gagné la confiance sur le terrain.

*La force peut faire taire les gens ; elle ne peut pas faire fonctionner les écoles, les tribunaux ou la vie quotidienne sans leur adhésion.*

**La voie la plus intelligente est d'aligner la diplomatie sur la légitimité :** soutenir la gouvernance et l'aide humanitaire là où la société tient bon, tout en resserrant la vis sur l'économie de guerre qui soutient la prédation.

**La paix sans justice enracine la dictature ; La paix ancrée dans l'autorité légitime ouvre la voie à la démocratie.**